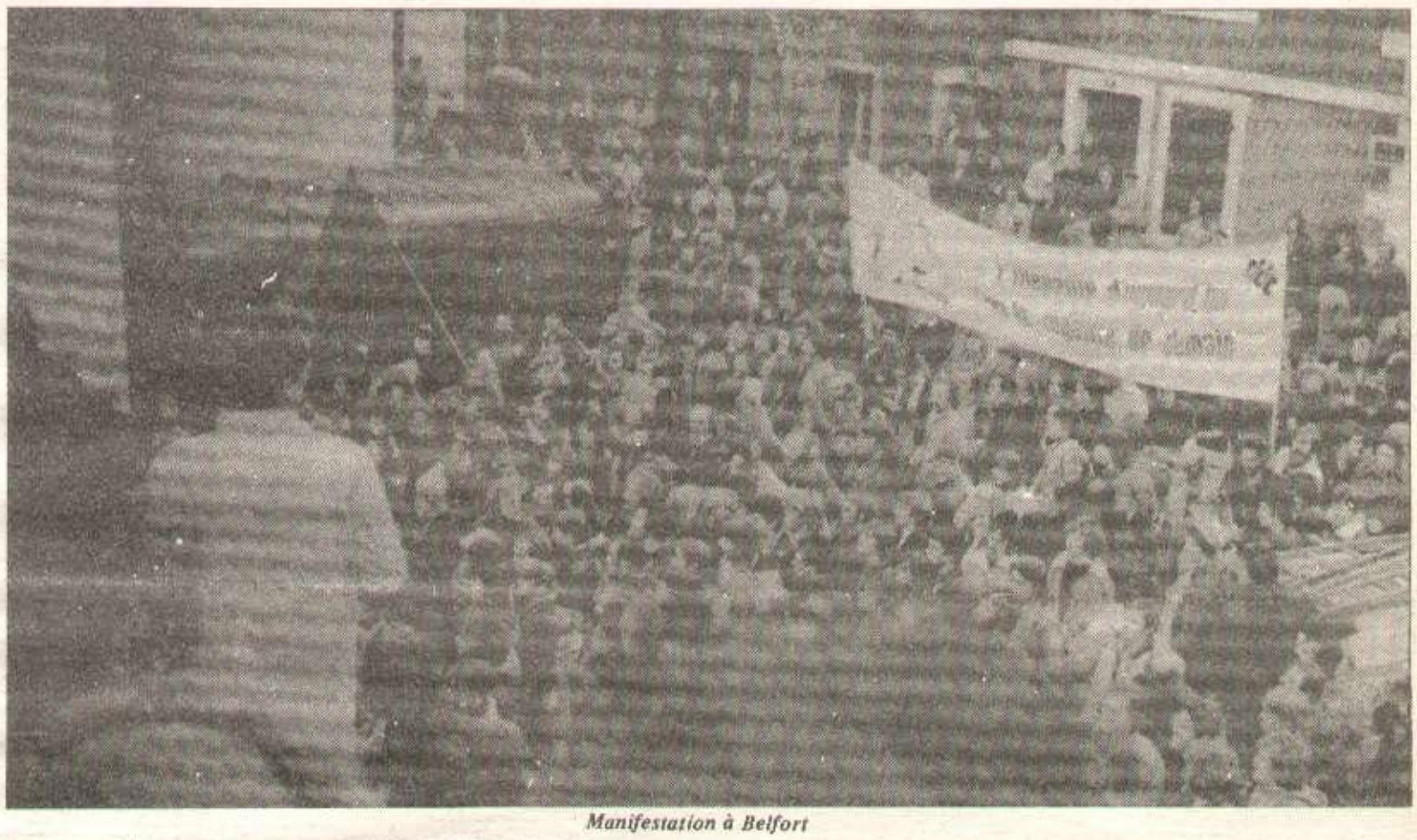
Mercredi 21 novembre 1979 – No 1 171

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les Alsthom tiennent bon !



Manifestation à Belfort

- La direction complote à Belfort
- Elle fait donner les flics à St-Ouen
- Est-ce là les «recommandations» du ministre du travail ?
- Toutes ces manœuvres ont jusqu'ici échoué

Voir page 3

Succès de la conférence de Stockholm sur le Cambodge

Nombreux documents et interview dans nos prochaines éditions

Les Iraniens ont raison

POURQUOI ne pas l'écrire noir sur blanc ? Pourquoi ne pas l'avoir proclamé plus tôt ? Nous sommes avec le peuple iranien contre l'impérialisme américain. La forme de lutte à laquelle recourent les Iraniens peut être inhabituelle. Ce n'est pas une raison pour ne pas soutenir l'exigence totalement légitime de voir le tyran criminel Pahlavi, le Shah, renversé par son peuple, extradé des États-Unis. Notre Parti soutient sans réserve l'exigence de justice populaire des masses iraniennes.

L'action en cours de ces dernières semaines profite-t-elle au social-impérialisme soviétique ? L'affirmer reviendrait à refuser toute révolution sous prétexte qu'elle risque de servir l'une des deux superpuissances. Ce n'est pas notre position. Car nous pensons, quant à nous, que les pays veulent leur indépendance, les nations leur libération et les peuples la révolution. Si certains entendent dévoyer la lutte révolutionnaire du peuple iranien contre l'impérialisme américain au profit du social-impérialisme soviétique, nous faison confiance aux travailleurs, au peuple, aux patriotes iraniens pour s'opposer à une telle manœuvre. Diverses déclarations attestent d'ailleurs de l'opposition des masses iraniennes et de leurs dirigeants à quelque impérialisme que ce soit, y compris au social-impérialisme soviétique.

De toute façon, la forme de lutte voulue du peuple iranien (prise d'otages américains) ne saurait être mise en balance avec les crimes perpétrés pendant des dizaines d'années par le Shah et l'impérialisme américain.

Que du monde entier, comme de notre peuple, monte l'exigence de l'extradition du Shah aux mains ensanglantées par le sang des martyrs du peuple iranien !

Soutien aux justes exigences des patriotes iraniens en lutte contre l'impérialisme américain, comme contre tout impérialisme d'où qu'il vienne !

Oui, les Iraniens, peuple du tiers monde, ont raison !

Jacques JURQUET

AVIATION CIVILE

Grève reconduite jusqu'à vendredi

LUNDI 19 novembre, les assemblées générales se sont tenues partout en France dans les différents centres de contrôle de la navigation aérienne. L'action a été reconduite partout jusqu'au vendredi 23. Affluence nombreuse et détermination ont marqué les débats de ces réunions. Jamais auparavant les assemblées générales n'avaient été aussi nombreuses. Il faut dire que la situation des personnels en lutte justifie leur combativité. Le caractère unitaire et de solidarité marque profondément l'action des travailleurs de la navigation aérienne. Par exemple, dans les quatre centres de contrôle régionaux, l'administration n'a quasiment plus d'encadrement à sa solde. Les ingénieurs de l'aviation civile sont dans leur très grande majorité passés du côté des grévistes : ils refusent de remplacer le personnel en action, ils refusent de donner le nom des grévistes. Au centre de contrôle régional d'Athis-Mons, ils ont fait deux heures de grève de solidarité et ont envahi le bureau de la direction.

QUE SE PASSE-T-IL ?

Il se passe que, dans ce secteur, la quasi-totalité des travailleurs, des plus bas-salaires jusqu'aux ingénieurs, refusent le plan de restructuration du gouvernement, ils refusent la politique d'austérité du gouvernement. Tout le monde a conscience que notre lutte s'affronte à l'Etat, au plan Barre. C'est ce qui fait dire au ministre des transports : *« Nous ne pouvons accepter que l'autorité de l'État soit remise en question »*.

Autrement dit, il ne veut pas négocier sur des points qui remettent en cause le budget et le plan d'austérité. Et pour bien nous faire comprendre cela, non seulement il supprime 30 à 40 % du salaire sur nos paies de novembre et décembre, mais il sanctionne des grévistes par 8 mises à pied de 8 jours et 4 de 3 mois. La réponse du personnel est claire : on continue l'action et on veut que des négociations s'ouvrent sur la plateforme nationale, intersyndicale. Parallèlement des messages de solidarité des travailleurs de TAT (Touraine Air Transport), d'Air-Alpes, d'Air-Inter renforcent la détermination en brisant le chantage fait à la télévision sur le chômage technique de ces travailleurs.

Les fédérations de cheminots CFDT et CGT ont elles aussi envoyé un message commun de soutien et de solidarité.

La semaine qui vient risque d'être riche en événements, le ministère alliant les promesses de « rencontre » et les menaces de sanction. Les personnels se tiennent prêts.

Correspondant Aix-en-Provence.

SOMMAIRE

* En page 4
Le Comité de coordination prend de nouvelles dispositions : « Reculer pour mieux repartir ».

* En page 2
Interview du Pan African Congress (PAC).

* En page 3
Reprise du travail à Ducellier-Grosmesnil.

* En page 6
Petit écran et jeunes enfants : A propos du livre *TV, Drogue ?*

Azanie (Afrique du Sud) :
au delà de la propagande officielle

L'ODIEUX SYSTEME D'APARTHEID

De passage en France où il participera à une série de meetings sur la situation en Afrique du Sud (mardi à Paris, jeudi à Montpellier, vendredi à Aix-en-Provence), le représentant du Pan African Congress of Azania (PAC) en Europe, a répondu à nos questions. Dans cette interview, il nous explique l'oppression particulière que constitue l'apartheid et la révolte du peuple d'Azanie (Afrique du Sud). Le PAC tire les leçons des luttes pacifiques des années 60, mène une lutte armée contre le régime raciste. Privé de sa terre, humilié par le système des «pass», le peuple azanien est debout et lutte avec une vigueur nouvelle depuis les événements de Soweto. A la répression qui croît répond l'essor des luttes.

«La situation politique en Azanie (Afrique du Sud) est particulière. Ce sont des colonies de peuplement qui ont été installées sur place par les colons blancs, ce qui fait que les Africains n'ont plus de terres.

Les Africains n'ont aucun droit de propriété sur les terres et n'ont pas le droit d'en acheter. Ils sont parqués soit dans des ghettos particuliers appelés «townships» soit dans des Bantoustans (ce qui est le cas pour 80% des Africains) qui représentent 13% de la superficie de l'Azanie.

Dans les bantoustans, la population noire est parquée et sert de réservoir de main d'œuvre. Les terres sont incultes, ce qui fait que la population ne vit que sur le salaire des hommes qui travaillent à l'extérieur. Mais pour travailler dans les villes on doit avoir un contrat d'un an, renouvelable tous les ans. On n'a pas le droit d'emmener sa famille. Les hommes qui travaillent ne voient leur famille que deux mois par an. Ils ont un salaire de 50 F par semaine.

► *Qu'est-ce que le système des «pass-book» ?*

Chaque Africain a un «pass» et il n'a pas le droit de résider dans une ville. Sur le «pass» est inscrit l'endroit où il travaille, où il réside (le bantoustan), sa tribu, etc... Chaque mois, il doit être signé par l'employeur pour prouver qu'il travaille. Si, lors d'un contrôle, il manque une signature de l'employeur, c'est l'arrestation immédiate. Il est obligatoire de l'avoir toujours sur soi. En 1978, 260 000 Africains ont été arrêtés parce qu'ils n'étaient pas en règle. Le pass-book est symbole d'oppression, tout le peuple le haït. Il considère que c'est un moyen de l'humilier.

► *Peux-tu donner d'autres éléments concrets de ségrégation ?*

Dans l'enseignement, il y a un budget par élève, plus élevé pour les Blancs que pour les Africains. Pour les blancs, l'école est gratuite et obligatoire.

Pour les Africains, les écoles sont laissées à l'abandon, dans des conditions déplorables.

Les Africains reçoivent une éducation bantoue, différentes des blancs et de niveau très inférieur. Le taux de scolarisation est également très inférieur.

Dans les transports scolaires et le sport par exemple, il y a une ségrégation. Africains et blancs sont transportés séparément et pour les Africains, le service est très inférieur.

Les logements dans les ghettos, près des villes, sont déplorables. Il y a jusqu'à trois familles dans un logement de quatre pièces, seulement 1% de la population a des conditions décentes. Tout cela favorise le taux de criminalité. Le chômage est très important : deux millions de chômeurs sur huit millions de travailleurs africains actifs.

Il y a 4,3 millions de blancs, qui occupent 87% du territoire et 23 millions d'Africains sur les 13% restant.

► *Quelles sont les conditions de travail ?*

Sur les huit millions de travailleurs africains, 6,5% sont dans les bantoustans et 1,5% dans les «townships».

Les Africains n'ont pas le droit de se syndiquer, donc de faire grève et peuvent être arrêtés pour cette raison. C'est seulement depuis octobre qu'il y a certains droits syndicaux. Cette nouvelle législation est montée en épingle par la presse bourgeoise occidentale, alors qu'il s'agit d'une très faible amélioration. Pour la création d'un syndicat, il y a certaines conditions créées par le ministre du travail et c'est lui qui peut arbitrairement dire si oui ou non il peut être créé. Il a un pouvoir énorme. De plus, il faut habiter dans les ghettos urbains (townships) : ça ne concerne donc qu'une minorité de 1,5 million d'Africains ; bien que certaines catégories dans les bantoustans le peuvent.

Ces conditions draconiennes ne sont pas appliquées pour les blancs.

Beaucoup de syndicats noirs n'ont pas déposé leurs statuts pour ne pas être prisonniers de cette législation. Ils sont donc illégaux.

Le rapport de salaire entre noirs et blancs est de un à cinq. Ce sont les capitalistes monopolistes qui bénéficient de ces lois sur le travail et ils peuvent faire des surprofits sur les salaires qui sont extrêmement bas. Un autre moyen, c'est qu'avec le contrat d'un an, les ouvriers noirs restent toujours au même salaire et ne peuvent pas avoir de promotion.

Les capitalistes étrangers bénéficient aussi de cette législation et les multinationales, surtout françaises, anglaises et américaines renforcent le gouvernement sud-africain en continuant d'investir.

► *Où en est le mouvement de libération nationale ?*

Les moyens pacifiques n'ont pas été efficaces (pétitions, boycott...) depuis 1912, il n'y a aucun résultat.

Dans les manifestations de Sharpeville, en 1960, qui faisaient campagne contre les «pass-book», des manifestants ont été tués par la police. C'est à ce moment que le PAC a été interdit. Il n'y avait plus d'activité légale possible et nous avons décidé d'engager la lutte armée.

Entre 1960 et 1963, période de préparation de la lutte armée, 30 000 militants ont été arrêtés, 10 000 d'entre eux ont été condamnés de trois ans à la prison à vie (80% d'entre eux étaient militants du PAC) et 93 ont été exécutés.

Malgré la répression, la mobilisation des opprimés contre les oppresseurs a continué. Pendant cette période, il y a eu l'apparition d'autres mouvements, tel le «*Mouvement de la conscience noire*» qui a fait beaucoup pour la prise de conscience des masses. D'ailleurs, 18 organisations qui lui étaient affiliées ont été interdites l'an dernier. La répression s'est aggravée : depuis 1963, cinquante personnes ont été assassinées par le régime raciste.

C'est depuis 1978 que le PAC a engagé la lutte armée. Le ministère de l'Intérieur a reconnu qu'il était difficile de lutter contre le PAC à partir du moment où il a engagé la guerilla qui part des zones rurales.

Nous continuerons et cela devra déboucher sur une insurrection plus vaste».

Plusieurs meetings sont organisés avec le représentant du PAC en Europe :
— Le mardi 20 novembre à Paris, à 20 h, salle de l'AGECA ;
— Le 22 novembre à Montpellier ;
— Le 23 à Aix-en-Provence.

• Afghanistan : 12 000 morts dans les prisons

D'après la publication officielle des listes des prisonniers politiques morts dans les prisons depuis le coup d'Etat pro-soviétique de Taraki, il y a 18 mois : 12 000 personnes sont mortes en détention au cours de cette période. La différence entre le nombre de détenus politiques qui devaient bénéficier d'une amnistie en septembre dernier et ceux qui sont réellement sortis de prison se retrouve dans ce chiffre de 12 000 personnes mortes en détention.

• La RDA renforce son intervention dans la Corne de l'Afrique

Après avoir effectué des visites au Sud-Yemen et en Ethiopie, le secrétaire général du parti est-allemand SED, emporte dans ses bagages deux traités d'amitié avec ces pays comprenant tous les deux une clause militaire renforçant son intervention dans la région. La RDA s'est spécialisée dans l'encadrement des partis au pouvoir au Sud-Yemen et en Ethiopie et dans celui de leur police politique. Apportant ainsi sa logistique là où l'URSS déploie sa puissance militaire.

Iran

Controverses au sein du Conseil de la révolution sur le règlement de la crise avec les USA

En plus des 3 personnes libérées lundi matin par les étudiants qui occupent l'ambassade américaine à Téhéran, 10 autres l'ont été ce mardi matin. Il s'agit de 4 femmes et de 6 hommes de race noire. Khomeiny a confirmé que, parmi ceux qui sont toujours retenus prisonniers, les gens reconnus coupables d'espionnage seront traduits devant les tribunaux. Pour sa part le gouvernement américain commence à expulser certains étudiants iraniens. Réunis en conférence à Tunis, les ministres arabes des Affaires étrangères ont examiné la situation résultant de la crise américano-iranienne, ils auront à se prononcer dans les jours à venir sur une résolution proposée par la Libye, condamnant le gel des avoirs iraniens par les Etats-Unis.

Les trois personnes libérées lundi

Faisant suite aux précédentes mesures de rétorsion prises jusqu'à présent dans le domaine économique par les Etats-Unis : suspension des livraisons de matériel militaire, arrêt des importations de pétrole iranien, blocage des avoirs gouvernementaux iraniens aux Etats-Unis et dans les filiales des banques américaines à l'étranger. Les services d'immigration américains ont commencé à procéder à des expulsions d'étudiants iraniens. Plusieurs centaines d'étudiants iraniens ont été avertis qu'ils pouvaient être expulsés. 4400 autres Iraniens doivent quitter les Etats-Unis avant 30 jours. D'autre part, les Etats-Unis s'apprêtent à renvoyer en Iran, les pilotes iraniens en stage de formation. Répliquant à ces mesures, le gouvernement iranien a décidé à porter devant la cour internationale de La Haye le problème des possessions et investissements du Shah dans le monde.

Les propositions du ministre iranien des affaires étrangères d'exiger le paiement des exportations de pétrole dans d'autres monnaies que le dollar n'a pas encore été adopté par le Conseil de la révolution.

Certaines contradictions seraient apparues au sein même du Conseil de la révolution, jugeant cette mesure inopportune, l'ayatollah Behechti a confirmé les divergences. Ecarté du gouvernement et bien que sans portefeuille, Bazargan siège toujours au Conseil de la révolution dont la composition a été rendue publique. Il s'en est pris violemment aux positions radicales qui semblent dominer aujourd'hui.

L'affrontement actuel entre l'Iran et les Etats-Unis a été l'objet de discussions à la conférence des ministres arabes des Affaires étrangères à Tunis. Tout en dénonçant la décision américaine de bloquer les fonds iraniens, l'Arabie Saoudite et le Koweit se sont montrés inquiets des conséquences qu'aurait l'exigence de l'Iran de refuser tout paiement de son pétrole en dollars. La Lybie, comme l'Arabie Saoudite, a affirmé que son pétrole «*ne remplacera pas le pétrole iranien*» et a dit que l'ensemble des Etats arabes «*doivent soutenir de toutes leurs forces la jeune révolution iranienne*». Ce problème devra être discuté lors de la prochaine réunion de l'OPEP à Caracas.

Frank ROUSSEL

CLERMONT-FERRAND :
REPRISE DU TRAVAIL
APRES 8 SEMAINES DE GREVE
A DUCELLIER-GROSMENIL

Après cette grève, rien ne sera plus comme avant

REUNIS en assemblée générale le vendredi 16 novembre après-midi à la salle des fêtes de Vergongheon, dans le bassin de Brassac-les-mines, les Ducellier de l'usine Grosmesnil ont voté la reprise du travail à une large majorité : 471 pour, 177 contre. Certes, le protocole d'accord ainsi accepté par les grévistes est loin de satisfaire leurs revendications : si des reclassements d'OS 2 en OS 3 , d'OS 3 en P1 ont été effectués (apportant aux intéressés une augmentation d'environ 70 F par mois, l'embauche en OS2 à un salaire inférieur à 2 300 F demeure. Et nous restons loin des *« 400 F pour tous »* puisque la direction n'a finalement concédé que 3 % d'augmentation (soit environ 75 F par mois pour les plus bas salaires) et la promesse d'un ajustement ultérieur au 1er janvier 1980.

S'ajoutent à cela de multiples améliorations aux conditions de travail en réponse au cahier de revendications élaboré par les ouvrières au niveau de chaque atelier et le retrait de toutes les sanctions pour faits de grève et d'occupation qu'avait annoncées la direction.

Mais c'est la tête haute que les grévistes sont rentrés tous ensemble dans l'usine lundi matin 19 novembre, en une dernière manifestation de leur grève : ils savent que leur patron espérait bien imposer la reprise du travail sans rien lâcher, sans même négocier, mais au contraire en cassant leur détermination et en décapitant la CGT qui a dirigé l'action. Ils savent qu'il avait de bonnes raisons d'espérer cela en jouant du chantage à l'emploi dans le bassin de Prassac où il est quasiment le seul pourvoyeur d'emplois, alors qu'il y a 2 000 chômeurs, de la détresse provoquée par la grève sur beaucoup de familles dont presque tous les membres travaillent à Ducellier, de la complicité des pouvoirs publics qui se sont comportés ouvertement comme les représentants de Ducellier dans le bassin. Ils savent que seule, leur détermination jusqu'au bout, jusqu'à ce dernier jour des négociations jeudi où ils étaient plusieurs centaines à encercler la sous-préfecture de Brioude a imposé des reculs non négligeables à ce patron. Ils savent enfin, selon l'expression de l'un d'entre eux que : *« Après cette grève, rien ne sera plus comme avant à Ducellier »*, qu'à travers les difficultés ainsi surmontées, une profonde unité entre eux est apparue comme jamais auparavant, et avec elle, l'aspiration à la démocratie syndicale et ouvrière concrétisée notamment par la création de conseils d'atelier, que loin d'être affaiblie, leur organisation syndicale sera mieux que jamais l'instrument de leur lutte.

Correspondant Clermont-Ferrand

Les Alsthom tiennent bon !

La grève continue dans les usines Alsthom qui étaient déjà en lutte : telle est la caractéristique de la situation actuelle. Le pourissement attendu par la direction n'a pas eu lieu, les opérations de division ont jusqu'ici échoué. L'histoire des cocktails-molotov de Belfort fait couler beaucoup d'encre et il semble bien que la direction ait mené complot dans cette affaire, justement pour diviser les travailleurs. Ainsi, selon la CGT, le directeur de l'antenne CGE de Marseille était au courant de l'explosion qui a endommagé le TGV (train à grande vitesse) dans les ateliers de Belfort dans la nuit de mercredi à jeudi dernier... 36 heures avant !

Le cavalier seul de la CGT, dans cette histoire d'explosifs, a quelque peu ébranlé l'intersyndicale qui a néanmoins préservé son unité.

C'est ce mercredi 21 ou jeudi 22 novembre que le ministre du travail doit rendre publiques ses « recommandations ». Preuve que la grève commence à peser lourd dans la balance !

A Tamaris, les grévistes ont bloqué vendredi 16 novembre la gare de Marseille.

A St-Ouen, après l'intervention policière, l'heure n'est pas non plus à baisser les bras : les travailleurs ont au contraire durci leur position !

Il est donc toujours de première importance que la solidarité pèse dans la balance du côté des travailleurs.

(A ce sujet, signalons par exemple un crédit de 100 000 F ouvert en faveur des grévistes par le conseil général du Gard).

ALSTHOM-St-OUEN

Après l'intervention des CRS, la lutte continue sans faiblir

APRES le tournant du week-end, les grévistes ont démarré la semaine avec l'intention de continuer la lutte à l'intérieur de l'usine qu'ils avaient dû évacuer par force mercredi dernier.

Lundi matin, 19 novembre, les CRS ayant quitté l'usine et la milice patronale mise en place pour les remplacer s'étant faite discrète, les grévistes ont pénétré à nouveau dans l'usine.

L'ASSEMBLEE GENERALE DECIDE LE BLOCAGE DES PORTES

Au cours d'une assemblée générale, ils ont voté à une large majorité la continuation de la lutte par la grève totale avec le blocage de toutes les portes pour empêcher toute entrée et sortie de matériel. Une analyse de la situation avait été présentée à cette assemblée générale, faisant ressortir que :

— L'intervention des forces de police montrait que le « pourrissement » qu'espérait la direction n'avait pas eu lieu et que celle-ci était durement touchée à la caisse : le retard dans la production est considérable (près de six semaines complètes).

— Cela constitue une arme très importante entre les mains des grévistes, une situation qu'ils doivent bien utiliser, et en même temps, six semaines de sacrifices qui seraient gaspillés par une reprise du travail.

— Cela constitue une arme d'autant plus que, grâce au « trésor de guerre », le tranformateur du grand hall est toujours bloqué, que les « jaunes » qui ont repris sous la protection des flics la semaine dernière n'ont pu relancer la production et que ce ne sont pas non plus les cadres et agents de maitrise qui pourront le faire.

DECISION EXECUTEE

Dans l'après-midi de lundi, un camion était mis en travers de la porte principale et vers 15 H, une horde de flics s'abattait sur l'usine pour débloquer les portes et enlever le camion avec une grue. Mais peine perdue : deux minutes après leur départ, les grévistes remettaient en place le camion dont tous les pneus avaient été dégonflés. Et vers 16 H, au moment de la sortie des « jaunes » et de ceux qui avaient repris le travail, les grévistes filtraient et freinaient considérablement la sortie de leurs voitures.

Comme on le voit, la combativité des grévistes est toujours aussi grande : pas question de se laisser décourager.

Même encore, de nombreux grévistes parlent de réoccuper l'usine. C'est ce qu'ont déjà décidé les travailleurs de Signaux, c'est ce qui se discute aussi à Unelec.

POUSSER LA DIRECTION DANS SES DERNIERS RETRANCHEMENTS

Quoiqu'il en soit, en durcissant le ton et en ripostant du tac au tac, les grévistes entendent ainsi forcer la direction à discuter et la pousser dans ses derniers retranchements pour voir ce que, compte tenu du rapport des forces actuel, elle est prête à céder.

Nous serons fixés là-dessus, ce mardi après-midi 20 novembre, où doit se tenir une rencontre avec la direction. On peut espérer que la direction va cesser de mener les grévistes en bateau et se décider enfin à étaler ses propositions sur la table de discussion.

D'ici là, c'est la grève totale qui va continuer. La journée de lundi prouve que le mouvement de grève est toujours largement majoritaire et que les grévistes n'entendent pas, après cinq semaines de lutte, baisser les bras, et cela, malgré les interventions répétées de la police.

Cellule Maurice Lacazette du PCML Alsthom-St-Ouen

Oui à la solidarité et au soutien, non aux querelles de boutique

DANS une lutte aussi âpre, les grévistes ont besoin d'un soutien multiforme et le plus large de tous les partis et associations possibles. C'est aux actes qu'ils jugent ce soutien. Et quiconque, au cours de la lutte, tente d'utiliser le soutien qu'il apporte aux grévistes comme un moyen de se faire de la publicité et d'attaquer les autres forces qui contribuent au soutien d'une façon ou d'une autre, ne sert pas l'intérêt des grévistes. Au contraire, cela aboutit facilement à diviser le courant de soutien, et même à diviser les grévistes eux-mêmes, au moment où il faut renforcer le plus largement l'unité.

Dans ces conditions, les attaques du comité de ville du PCF de Saint-Ouen contre le PS et les « gauchistes », présentant le PCF comme le véritable défenseur des travailleurs de l'Alsthom, sont bien plus l'expression des intérêts de boutique de la direction du PCF que des intérêts des travailleurs de l'Alsthom, y compris de ceux qui sont adhérents au PCF.

D'autant plus que les responsables du PCF n'ont pas particulièrement de quoi se vanter quant à leur soutien. L'aide de la mairie, tant promise, ne s'est manifestée que par le prêt d'une vingtaine de lits de camps et couvertures. Aucune subvention n'a été votée pour les grévistes, à Saint-Ouen comme dans les autres mairies PCF autour. Ce n'est que sous la pression des grévistes, et sur proposition du PS, que le Conseil général, après plus de 4 semaines de grève a débloqué... 5 millions, ce qui représente pas grand-chose en regard de ce qui a été donné par la mairie et le Conseil général de Belfort.

Cependant, le point de vue des grévistes est que tout soutien et toute aide, si petits soient-ils, sont les bienvenus. Que chacun subordonne son propre intérêt à l'intérêt général des travailleurs de l'Alsthom, impulse une véritable unité, à la base et dans l'action, dans le seul but de faire céder le patronat, voilà ce que demandent ceux de l'Alsthom, voilà sur quoi ils jugent et jugeront les uns et les autres.

Cellule Maurice Lacazette du PCML

SONACOTRA : LE COMITE DE COORDINATION PREND DE NOUVELLES DISPOSITIONS

«Reculer pour mieux repartir»

Vendredi 16 novembre, le Comité de coordination des foyers en lutte présentait, au foyer de Bagnolet, les dispositions qu'il a prises, sur la base d'une évaluation de la situation après cinq années de combat. Situation difficile, *« une des périodes les plus dures de son histoire »* (*) : c'est un regard lucide porté sur *« ce formidable mouvement de révolte et de refus de l'état d'exception dans les foyers »* (*). Regard lucide et accusateur quant à l'attitude à l'égard de la lutte des partis de gauche et des grandes centrales syndicales : *« Cette politique du gouvernement, nous le disons tout haut, a reçu le soutien précieux du Parti communiste français, de la CGT et, dans une moindre mesure, de la CFDT »* (*) Des propos tres durs, on le voit, et que l'on peut comprendre lorsqu'on connait les faits. Les dispositions prises par le Comité de coordination, dans cette situation difficile, où les *« forces ont diminué »*, ont pour but de *« préserver les acquis »*. C'est *« un recul pour mieux partir »*. Il s'agit de *« regagner la confiance des résidents »* tout en conservant le soutien acquis. Il s'agit de *« stabiliser la situation dans les foyers », « de conserver l'organisation, les acquis, pour pouvoir repartir sur la base de la plateforme »*.

Telles sont quelques unes des réflexions par lesquelles le Comité de coordination a répondu vendredi aux nombreuses questions.

Dans cette situation difficile, pour préserver les acquis d'une lutte en effet formidable, la position de notre Parti ne variera point. Nous continuerons à soutenir cette lutte et le Comité de coordination.

Voici des extraits du communiqué fourni vendredi à la presse (les intertitres sont de la rédaction).

G. C.

(*) Citations extraites du communiqué.

IL y a cinq ans, rompant le silence sur près de 20 ans d'oppression et d'exploitation éhontée, qu'aucun parti de gauche ni aucune organisation syndicale prétendument défenseurs de la classe ouvrière, n'avait dénoncé à ce jour, nous, résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP (35 000 en juin 1978), déclenchions l'une des grèves les plus longues, les plus dures, mais aussi les plus réprimées de ces dernières années (...).

LES ACQUIS

C'est avec (sa) plateforme que, pendant cinq années de lutte, le Comité de coordination a pu :

a) Regrouper les ouvriers de 24 nationalités, de 120 foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, autour d'objectifs communs pour exiger de façon globale, et non foyer par foyer, la satisfaction des justes revendications.

Toute autre stratégie, basée sur les négociations foyer par foyer, ou sur des regroupements nationalité par nationalité, était en effet une stratégie de défaite parce que de division et donc de faiblesse des résidents devant un ennemi puissant et organisé (l'Etat, ses tribunaux, ses flics, ses médias, etc.).

b) Imposer *de fait* dans les foyers en grève :

— La liberté face aux gérants racistes (liberté de visite, de réunion, ect.) ;

— Le boycott des règlements intérieurs policiers ;

— La reconnaissance de fait des comités de résidents élus par les AG et de leur Comité de coordination ;

— Le blocage des tarifs du loyer pendant plusieurs années.

c) Gagner le soutien de plusieurs milliers de travailleurs immigrés, mais aussi français pour pouvoir résister victorieusement jusqu'à maintenant à tous les assauts du pouvoir. (...)

Pour nous une seule plate-forme est juste. C'est celle dans laquelle se sont reconnus des dizaines de milliers de résidents; c'est celle autour de laquelle nous nous sommes battus pendant cinq ans qui reste la seule capable, demain, de créer une vie meilleure dans les foyers parce que rompant radicalement et définitivement avec :

— Le contrôle policier fondé sur le système de gérants racistes et des foyers-prisons ;

— L'exploitation économique et le pillage systématique des ressources déjà maigres des ouvriers vivant dans les foyers. (...)

L'ACHARNEMENT DU POUVOIR POUR BRISER LA LUTTE

(...) Le pouvoir aura déployé tout l'arsenal de répression en sa possession pour arriver à bout de notre lutte : incursions nocturnes de flics dans les foyers (sous le prétexte de contrôle d'identité !!), chantages au non-renouvellement des papiers pour les résidents en grève, couverture des opérations-commandos dont certaines sont orchestrées par des gérants d'extrême-droite (vague d'attentats d'hiver 1978)... tout y passera.

Mais c'est véritablement au printemps 1978, qu'achevant d'unifier son système législatif, il engagera l'assaut définitif contre notre lutte et contre les travailleurs immigrés d'une manière générale, assaut dont des juges marionnettes, racistes au besoin (témoin le juge Fabre) et ses flics enragés se sont chargés d'exécuter les basses besognes contre les résidents en lutte. (...)

L'ATTITUDE DES PARTIS ET SYNDICATS

* *Le PCF et la CGT.*

Dès 1975, ils ont tenté sans succès le noyautage des premiers comités de résidents en grève, avant de verser dans la calomnie mensongère (Comité de coordination égal repère d'éléments extérieurs, paravent de gauchistes).

Faute de pouvoir contrôler un mouvement qui les a pris de vitesse, ni de le miner de l'intérieur, ils auront joué jusqu'au bout la carte de notre isolement par rapport aux ouvriers français, préconisant *dès le départ* les négociations foyer par foyer, donc la division, la défaite. Et récemment, à la faveur de l'offensive généralisée du pouvoir, chaussant les bottes de ce même pouvoir, ils proposeront aux résidents la capitulation devant les expulsions par la signature de protocoles d'acceptation de la loi des sociétés gestionnaires (Garges, Aulnay, Nanterre, etc.). (...)

* *La CFDT.*

(...) Toujours officiellement, elle a reconnu (ou du moins s'est accomodée de) l'existence du Comité de coordination ; dans les faits, elle n'a manqué aucune occasion (unité syndicale oblige !) pour rejoindre sa sœur ainée dans ses compromissions avec le pouvoir pour trahir les travailleurs en lutte (négociations syndicats-Sonacotra sur le dos des résidents en mars 1977 et Commission Delmon d'octobre 1978 à avril 1979). (...)

* *Le PS.*

Reste le PS qui, malgré une reconnaissance du Comité de coordination (qui est un fait positif), s'est toujours cantonné dans un « soutien » essentiellement publicitaire, parternaliste par certains côtés et ponctué de temps en temps par des visites de personnalités de marque aux grands jours. Il ne tirera sur le terrain aucune conséquence (ou très peu) de ses prises de position de soutien au Comité de coordination. (...)

LA SITUATION AUJOURD'HUI

— Des milliers de résidents sont aujourd'hui jetés dans la rue (2 500 depuis avril 1979, plus 3 000 à venir), sans domicile et donc en proie aux rafles racistes et au refus de renouvellement des cartes dont la systématisation légale n'est plus qu'affaire de semaines (Cf. : projets de loi racistes et antiouvriers Barre-Bonnet-Stoléru).

— Des centaines d'ouvriers gagnant à peine de quoi se nourrir et faire vivre leur famille sont saisis jusqu'au tiers de leur salaire.

— Des résidents délégués sont expulsés hors de France parce qu'ayant simplement osé revendiquer leurs droits légitimes (expulsion de Kanouté, délégué d'Ivry).

— Des dizaines de milliers de résidents menacés de revenir :

- Aux sombres périodes de l'écrasement sous la botte des gérants racistes ;
- A l'arbitraire des tarifs des loyers ;
- A la disparition complète de toute forme d'organisation conséquente des résidents dans les foyers.

Face à cette situation difficile, le Comité de coordination, refusant tout à la fois les actes de désespoir et la politique du « laisser se dérouler » le rouleau compresseur sur les résidents grévistes — ce qui aurait pour résultat leur écrasement total et l'instauration d'une « paix de cimetière » pendant des dizaines d'années dans les foyers — a adopté, à l'unanimité des foyers qui le composent, les décisions suivantes :

-

— Chaque comité de résidents pourra ouvrir des négociations avec les seuls représentants des sociétés gestionnaires respectives (sur des points qu'a définis le Comité de coordination — NDLR) ;

— A ces points pourront s'ajouter les revendications propres à chaque foyer ;

— Aucune signature définitive ne peut être apposée sur un protocole avant accord de l'AG et concertation de tous les comités de résidents.

Le 13 novembre 1979

TUNIS

Ouverture du 10e sommet arabe

C'EST ce mardi 20 novembre que s'ouvre le 10e sommet arabe. Il a été préparé par une conférence ministérielle qui s'est tenue la semaine dernière à Tunis.

Le sommet doit, à la demande du gouvernement libanais, examiner le problème du Sud-Liban. De même, il doit étudier les derniers développements de la situation au Proche-Orient et de la cause palestinienne, notamment depuis le sommet de Bagdad qui avait décidé le boycottage de l'Egypte. Parmi les autres questions qui seront abordées : les possibilités de réactivation du dialogue euro-arabe qui *« ne doit pas être limité aux aspects économiques mais s'élargir aux problèmes politiques »*.

Sur les deux premières questions, la conférence préparatoire a adopté deux documents. En ce qui concerne le Liban, c'est un plan en sept points qui a été adopté. Il répond aux relations libano-palestiniennes, en même temps qu'il souligne la nécessité pour les pays arabes confrontés avec Israël de permettre à la résistance palestinienne de mener ses opérations contre l'ennemi sioniste.

La conférence a décidé que la question de l'utilisation de l'arme du pétrole soit soumise au 10e sommet. Elle a d'autre part esquissé les grandes lignes d'une stratégie arabe commune dans tous les domaines.

EATON-St NAZAIRE

« Notre grande force, c'est qu'il y a toujours eu unité d'action »

Eaton à Saint-Nazaire, c'est une des nombreuses entreprises de la ville que rien a priori ne semble distinguer des autres. Pourtant, nous en avons souvent parlé dans notre quotidien depuis mars 1978 car à Eaton, on se bat et dans des conditions difficiles. Bien que la dernière grève se soit terminée sur une défaite puisque rien n'a été obtenu, et que le travail ait repris le 16 octobre, il nous a semblé important de faire le point sur cette entreprise. Vous verrez pourquoi en lisant cet article.

LORS d'une rencontre que nous avons eue avec elle, l'intersyndicale CGT-CFDT d'Eaton a fait une large analyse de la situation dans l'usine depuis sa création.

UN TRUST

Eaton est un trust américain. Il fabrique des boites de vitesse entre autres pour des poids lourds (semi-remorques, etc.). Il veut pénétrer le marché européen ; pour cela la robustesse et le coût peu élevé de ces boites sont des atouts sérieux. Il n'a, en Europe, qu'un seul concurrent à sa taille (en Allemagne). Le trust veut faire de St-Nazaire la tête de pont de cette pénétration, d'autant que les usines anglaises du groupe sont démodées.

En s'installant à St-Nazaire en 1977, il espérait bénéficier de la grave situation des travailleurs de la région (plus de mille chômeurs). Pour réussir sa percée européenne, il lui fallait avoir bien en main son personnel. Aujourd'hui, l'usine de St-Nazaire produit plus de 1 000 boites par mois et emploie environ 250 ouvriers.

Deux sections syndicales CGT et CFDT se sont solidement organisées dès 1977. La direction n'a pas pu faire ce qu'elle voulait, et a dû reculer sur de nombreux points : les horaires, les classifications (les travailleurs ont imposé un des plus forts taux de P1 de l'industrie automobile), les mutations internes, les salaires (indexés sur l'indice INSEE), le licenciement du secrétaire de la section CGT en avril 1978...

Ce qu'aurait voulu la direction, ce sont des organisations syndicales qui acceptent de collaborer. Elle voulait se prévaloir de ce consentement pour mieux arriver à ses fins d'exploitation des travailleurs. Pour cela, elle a essayé de monter les sections syndicales l'une contre l'autre. En vain. Comme le déclare un membre de l'intersyndicale CGT-CFDT : *« Notre grande force, malgré des divergences, c'est qu'il y a toujours eu unité d'action entre CGT et CFDT »*.

Ne voulant pas, ou ne pouvant pas, sous peine de compromettre ses objectifs, satisfaire les revendications des travailleurs, la direction a décidé de changer de terrain : elle entame début 1979 le cycle provocation-répression. Elle commence à licencier, puis tente de décapiter la section CGT. Peine perdue en mars.

Après les congés, encore plus qu'avant, la situation était devenue intenable. Des heurts dont la direction porte l'entière responsabilité devenaient inévitables, tellement elle avait poussé les ouvriers à bout.

« Nous estimons à la CGT et à la CFDT, que la direction a un plan de licenciements et qu'ils sont décidés à aller encore plus loin ».

Déjà, la direction utilise à fond tout l'arsenal à sa disposition : lettres d'avertissement (plus de 100), mises à pied (70 d'un coup en décembre 1978), plaintes pour entraves au fonctionnement de comité d'entreprise, plaintes pénales pour coups et voies de fait, licenciements, etc. Elle prévoit d'embaucher avec des contrats à durée déterminée. Elle a remis en cause l'indexation des salaires sur l'indice INSEE, se réservant d'accorder des augmentations individualisées...

Elle a voulu utiliser les travailleurs anglais contre ceux de St-Nazaire afin de casser la lutte et de rogner les acquis (les ouvriers anglais travaillent de nuit, alors que les Nazairiens ont toujours refusé de le faire). Mais les contacts entre ouvriers anglais et français ont fait échouer la manœuvre : les Anglais refusent d'être ainsi utilisés, certains d'entre eux déclarant qu'ils ne seraient pas venus s'ils avaient connu la situation et les positions des syndicats. L'intersyndicale précise, avec force, qu'elle n'est absolument pas contre les travailleurs anglais, mais contre l'utilisation que la direction d'Eaton veut en faire.

« ON VEUT ETRE REINTEGRES »

« Le changement avec ce nouveau conflit, c'est que la direction a réussi à nous mettre en minorité », précise l'intersyndicale. Et ce qui se dessinait déjà avant les congés s'est confirmé lors du déclenchement de la lutte, le 28 septembre : bien que CGT et CFDT aient recueilli plus de 75 % des voix du collège ouvrier aux dernières élections professionnelles, la moitié seulement des ouvriers ont participé à la grève. Bien que fortement unis, ils ont dû reprendre le travail.

La lutte continue donc dans des conditions difficiles. Les huit licenciés se sont installés dans les locaux syndicaux de l'entreprise. Ils s'emploient à faire connaître largement leur situation et la situation de tous les travailleurs de l'usine. Ainsi, parmi d'autres initiatives, un tract a été distribué à l'entrée du match Nantes-Bucarest. Les revendications y sont rappelées : réintégration des huit licenciés, arrêt de tout licenciement, augmentation des salaires, réduction du temps de travail, mesures contre la pollution des ateliers. Il appelle : *« Travailleurs actifs ou sans emploi, lycéens, futurs chômeurs de Saint-Nazaire et de sa région... pour faire respecter notre dignité, pour faire respecter notre droit de grève, pour vivre et non survivre, pour mettre en échec l'offensive contre la classe ouvrière de Saint-Nazaire par un patronat qui, à Eaton, prend un visage fasciste, nous avons besoin de votre solidarité. »*

CONCLUSION

Depuis, le travail a repris chez Eaton, mais la volonté de se battre existe toujours malgré les difficultés. Ces difficultés, vous en avez vu quelques unes dans cet article. Nous n'avons pas voulu les cacher, bien au contraire.

Nous pensons qu'il est important de montrer l'âpreté de la lutte entre les capitalistes et les travailleurs à l'heure actuelle et de montrer par là-même que seule l'unité des travailleurs à tous les niveaux peut créer les conditions nécessaires pour vaincre. Cette unité existant chez Eaton a empêché la direction de liquider les syndicats et c'est déjà une grande victoire.

Avec le Parti

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

Sur la question des femmes

LA contribution parue dans le No 1167 « Projet de plateforme » m'a beaucoup intéressée. J'ai lu en premier le point sur le partage des tâches ménagères : *« cette lutte idéologique est importante, elle doit être menée aussi bien par les hommes que par les femmes mais les femmes en sont l'élément moteur. »* La lutte idéologique est un élément inséparable de la lutte des femmes. Elle comprend :

1) La lutte des ménages (hommes et femmes ensemble)

Pour que le mari n'ait pas (ou ait moins) une attitude de « père de famille » envers sa femme qui se trouve parfois ramenée au même plan que les enfants et considérée comme eux, comme un grand enfant ;

Pour que la femme puisse avoir plus d'initiative dans sa vie familiale et ait vraiment voix au chapitre. Comment une mère de famille qui, du matin au soir, est absorbée par les tâches ménagères peut-elle avoir envie d'apprendre ce qu'elle ne sait pas encore et qui lui serait pourtant bien utile (par ex. paperasses pour les unes, réparations simples pour les autres...) ?

2) La lutte pour que la femme retrouve sa place dans la lutte de classe :

Par exemple, pour celles qui travaillent : pour qu'elles puissent participer à part entière au travail syndical sans être trop souvent reléguées au second plan (impossibilité de venir aux réunions car pas disponible, trop souvent considérée comme des dactylos) ;

— Dans notre Parti aussi, les familles de militants devraient toujours fournir un exemple crédible. Comment les travailleurs sympathiseraient-ils pour un parti dont les familles de militants refléteraient essentiellement des rapports bourgeois (par exemple, mari toujours parti, responsabilité de tout le ménage sur le dos de la femme) ?

Cette lutte idéologique doit viser l'idéologie bourgeoise (qui pèse autant sur l'éducation des hommes que des femmes) et si les femmes en sont l'élément moteur, la cible, ce n'est pas les hommes. Cette lutte doit être menée dans la discussion avec les hommes, par les hommes et les femmes ensemble et, au lieu de les diviser, devrait renforcer l'unité homme-femme dans la classe ouvrière et chez les autres travailleurs.

Taire cette nécessité ne résoud rien, bien au contraire. Au parti d'impulser cette lutte pour établir des rapports nouveaux dans les familles de travailleurs, ce qui ne se réalisera pleinement qu'avec le communisme.

Fraternellement, une lectrice.

Le 15 novembre 1979.

EN BREF... EN BREF...

La démission de Fiszbin

Elu conseiller de Paris en mars 1977, c'est ce lundi 19 novembre qu'Henri Fiszbin a remis sa démission de président du groupe PCF du conseil de Paris, qu'il détenait officiellement depuis mai 1978.

C'est la suite de sa condamnation par le bureau politique, puis par le comité central de son parti.

Par contre, le comité fédéral de Paris avait, le 16 novembre à la majorité, voté contre les thèses du comité central présentées par Paul Laurent, membre du secrétariat du PCF. Un secrétaire fédéral a d'ailleurs démissionné.

Fiszbin est toujours favorable à la thèse de l'union de la gauche. Voilà qui ne peut guère plaire à la direction qui, au contraire, fait feu de tout bois contre le PS. A cela, il faut ajouter le recul du PCF sur Paris lors des législatives de mars 1978. C'est ainsi qu'en février 1979, déjà, il était remplacé par Henri Malbert à la tête de la fédération de Paris, soi-disant pour « raisons de santé » selon la version officielle.

Hausse du gaz le 1er décembre

IL est envisagé que les tarifs du gaz soient augmentés le 1er décembre. La hausse serait de 12 % dans cette première étape qui en annonce d'autres.

Selon les capitalistes, cette hausse « s'impose » sous prétexte qu'il y aurait une forte disparité avec les autres énergies, ce qui serait *« nuisible et injuste... parce qu'il faut éviter que Gaz de France ne perde trop d'argent ! »*

Justification également, le passage de 55 à 60-65 % pour la part du gaz importé dans le prix de revient de Gaz de France. Mais ces messieurs avouent qu'en fait, c'est *« à cause de l'important programme d'investissements prévu en 1980 »*. En clair, il s'agit de faire payer aux contribuables les projets de réalisations, alors que les bénéfices iront bien entendu dans les poches des capitalistes, même si elles sont faites contre l'avis des populations concernées.

Quant aux autres énergies telles que l'électricité et le pétrole, des hausses sont également envisagées pour le 1er décembre. Que devient alors le rattrapage de la disparité, sinon une course sans fin aux profits ?

TV DROGUE ? : UN LIVRE PASSIONNANT

Petit écran et jeunes enfants

ON a souvent écrit au sujet de l'influence de la télévision sur les enfants en s'en prenant au contenu des émissions. Marie Winn tout au contraire présente dans son livre *TV, Drogue ?* un réquisitoire contre la télévision elle-même, indépendamment des messages qu'elle véhicule. C'est là tout l'intérêt de son étude ; précisons tout de suite que cette étude porte sur l'influence de la télévision sur les enfants d'âge pré-scolaire. On comprend l'importance du problème quand on sait par exemple qu'aux Etats-Unis, une étude faite en 1971 a révélé que les enfants de 2 à 6 ans passaient en moyenne 34 heures par semaine devant la télévision.

L'argumentation de Marie Winn est très solide. L'enfant a besoin de nouer des liens familiaux fondamentaux pour se développer rapidement : or, l'abus de télévision réduit les occasions de nouer ces liens. Il a aussi besoin d'apprendre à se diriger lui-même pour se libérer peu à peu de toute dépendance, alors que l'abus de télévision contribue à perpétuer cette dépendance. Il doit également acquérir les techniques de base de la communication (lire et écrire) pour s'épanouir en tant qu'être social : la télévision, qui n'exige aucune participation active, ne favorise donc pas le développement verbal. Enfin l'enfant a besoin de découvrir ses potentialités et ses faiblesses afin de se développer à travers une activité, qu'elle soit travail ou détente. Rester passif devant un écran de télévision ne le lui permet pas.

Cela explique que contrairement à beaucoup de pédagogues qui ne cessent de réclamer une amélioration du contenu éducatif des programmes de télévision, Marie Winn en vienne à affirmer qu'en définitive la mauvaise qualité des programmes peut être bénéfique dans la mesure où elle éloigne les enfants du petit écran. En effet, le temps que l'enfant passe devant la télévision est pris sur son temps de jeu : or, l'activité ludique est primordiale pour le développement de l'enfant.

Quelles que soient les réserves que les uns ou les autres pourront faire à propos des thèses développées par Marie Winn, son livre présente le grand mérite d'ouvrir un débat de fond sur l'impact de la télévision, en tant que telle, indépendamment de son contenu, sur le développement de l'enfant. Un livre passionnant qui mérite de retenir l'attention de tous les éducateurs.

TV, Drogue ? de Marie Winn Editions Fleurus, collection pédagogie créatrice.

Extraits de «TV, drogue ?»

1er extrait.

L'espoir qu'un programme – soigneusement élaboré par les plus éminents spécialistes en psychologie de l'enfant – comblerait le fossé entre les enfants de la bourgeoisie qui ont d'immenses possibilités de cultiver leur langage à la maison et les autres catégories d'enfants privés de ces mêmes possibilités, ne s'est jamais encore réalisé. (...) L'étude de la Russel Sage a mis également en évidence le fait suivant : le fossé entre enfants avantagés et enfants désavantagés, que le programme était censé combler, en fait, s'était probablement creusé ; et c'était là le résultat de l'émission Sezame Street *(1, rue Sesame) largement diffusée.*

2e extrait.

Le problème n'est pas qu'ils apprennent à se livrer à la violence à partir de la violence télévisée (bien que parfois cela se réalise), le problème est que la télévision les amène à traiter les gens réels comme s'ils étaient sur un écran de télévision. C'est ainsi qu'ils peuvent les « éteindre » tout simplement, avec un couteau, un revolver ou une chaine, sans éprouver plus de regret ou de remords que s'ils éteignaient leur téléviseur.

3me extrait.

Si l'on croit vraiment que l'expérience de la télévision, qui joue un si grand rôle dans la vie des jeunes enfants, implique des activités mentales plus proches de celles qu'on éprouve dans un état de drogue que dans celui d'une conscience normalement éveillée, il est peut-être alors possible de voir un lien entre l'attrait de toute une génération pour la drogue et ses premières expériences de télévision.

Protestation anti-raciste à Paris

DANS notre dernière édition, nous avons informé que, le 15 novembre, la Cour suprême sud-africaine a condamné à mort (par pendaison) James Mangé, militant de l'ANC. Pour manifester contre ce nouveau crime du régime d'apartheid, qui se prépare, le MRAP appelle à un rassemblement le vendredi 23 novembre à 18 heures, devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris (59, qui d'Orsay).

A L'OCCASION DE LA VISITE EN FRANCE D'UN MEMBRE DU COMITE CENTRAL DU PAN AFRICAN CONGRESS OF AZANIA

Plusieurs manifestations

RÉUNION D'INFORMATION
SUR LA LUTTE DU PEUPLE D'AZANIE

Mardi 20 novembre 1979 à 20 heures précises
à l'AGECA – 177, rue de Charonne
Paris 11e (Métro Alexandre Dumas)
Une participation aux frais et de soutien à la lutte du peuple d'Azanie sera demandée.

DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ D'AZANIE (AFRIQUE DU SUD) S'ADRESSENT A VOUS
VENDREDI 23 NOVEMBRE A 20 H 30
CONFERENCE -DÉBAT
Avec des représentants du Congrès Pan-Africaniste (PAC)

SALLE DE CONFÉRENCES CITÉ UNIVERSITAIRE « LES GAZELLES »
AVENUE JULES FERRY
13100 - AIX-EN-PROVENCE

Soutenu par : Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) ; Union générale des étudiants tunisiens-Secrétariat provisoire (UGET-SP) - Association des stagiaires et étudiants comoriens (ASEC) ; Comité de mobilisation anti-impérialiste (CMAI) ; Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) ; Parti communiste marxiste-léniniste (PCML).

JOURNÉES CULTURELLES
DE SOUTIEN AU MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE EN AFRIQUE DU SUD

Organisées par l'association culturelle de regroupement Antillais-Africains (ACRAA) et le théâtre ZULU.

Samedi 24 novembre de 20 heures à l'aube.

Centre culturel des Grands pêchers - 14, rue des Grands pêchers – Montreuil (bus No 127 à partir de la Croix de Chavaux, descendre arrêt Patte d'Oie).

Dimanche 25 novembre à partir de 20 heures au FIAP, 30, rue Cabanis Paris 14e (Métro Glacière).

Au programme : Samedi :
Théâtre ZULU : sketches rythmés : Soweto : pièce en trois tableaux.
Films : Black's Britannica de David Goff.
Débat sur la situation politique en Afrique du Sud avec la participation d'un représentant du Pan-Africanist Congress d'Azanie (PAC)
Bal et buffet africain.
Dimanche :
Théâtre et film
Débat
Prix des places : samedi 20 F (Couple 30 F) ; dimanche 15 F.

A l'occasion du séjour en France du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC), une réunion d'information se tiendra à Montpellier le jeudi 22 novembre à la Bourse du travail, salle Jean Jaurès à 20 h 30.

A l'appel de l'UIS-CFDT, du MDTL (Mouvement pour le désarmement et pour la paix), de l'ASTM (Association de soutien aux travailleurs migrants), du MAN (Mouvement pour une alternative non-violente.

Le CDTM (Centre de documentation tiers monde)
La Ligue des droits de l'homme
L'Association France-Palestine.
L'AEOM (Association étudiants d'origine malgache)
Le Comité des patriotes cambodgiens de Montpellier
Le Parti socialiste unifié.
La Ligue communiste révlutionnaire et le Parti communiste marxiste-léniniste.

DES FEMMES CHINOISES A LILLE

«Sœurs de pays étrangers»

A L'INVITATION de l'Association des Amitiés franco-chinoises, une délégation de femmes chinoises, conduite par la vice-présidente de la Fédération nationale des femmes chinoises et accompagnée par Madame Hélène Marchisio, secrétaire générale des AFC, et Mademoiselle françoise Coliche, présidente des Amitiés franco-chinoises pour la région Nord-Pas-de-Calais, ont visité le Nord pendant deux jours. Dans la matinée du 13 novembre, une réception d'honneur attendait les femmes chinoises à la mairie de Lille où les accueillait Madame Monique Bouchez, au nom du maire, Pierre Mauroy. Venues s'informer des réalités du travail féminin dans notre région, la délégation chinoise ouvrit le dialogue avec les représentants de la CGT, de FO, de l'Union des femmes françaises et de l'UFCV, en présence de diverses personnalités politiques de la région. *« Notre but, déclarèrent notamment les femmes chinoises, est de renforcer les liens amicaux entre les femmes françaises et entre les associations de nos deux pays. Voulant nous lancer en tant que femmes dans le grand mouvement de modernisation entrepris par notre gouvernement, nous avons besoin, pour créer l'atmosphère d'une paix mondiale, de nous unir avec les femmes de pays différents et, par ces contacts entre sœurs de pays étrangers, de favoriser les conditions d'une meilleure compréhension entre nos peuples ».*

L'après-midi, la délégation a visité une usine textile à Hellemmes et se rendit à Roubaix pour rencontrer des familles de travailleurs. Le soir, les femmes chinoises étaient invitées à un repas amical et animé, organisé par les Amitiés franco-chinoises avec la présence de femmes venues de tous les comités de la région de l'association. Après avoir rappelé que l'amitié franco-chinoise était une amitié de longue date, la présidente de la délégation déclare avoir été frappée par la gentillesse de l'accueil reçu.

Le lendemain, les femmes chinoises devaient visiter un village des Flandres intérieures et la ville de St-Omer afin de rencontrer des travailleuses rurales. On ne pourra qu'être surpris par l'étonnant mutisme de *Liberté*, quotidien régional du PCF, sur cet événement que constitue la venue dans notre région d'une délégation de la Fédération des femmes chinoises, accompagnée de Kuo Li-wen, ambassadrice, conseillère à l'ambassade de la République populaire de Chine en France. Pas une seule ligne, ni pour annoncer ni pour rendre compte de l'événement. Qu'en pensent les lecteurs de *Liberté* ?

Adresse de l'Association des Amitiés franco-chinoises Nord-Pas-de-Calais. BP 6. 59501 Douai Cédex.

PROLÉTARIAT

VA PARAITRE
PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 1 an ..... 52 F
Abonnement de soutien ..... 80 F
Abonnement 1 an + 4 numéros précédents... 70 F

Chèque bancaire à l'ordre de
PROLÉTARIAT

Chèques postaux à l'ordre de
PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H Marseille

Bulletin à envoyer à PROLETARIAT BP 320
13213 Marseille Cédex 1

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à partir du N° .....
Je souscris à l'offre spéciale 1 abonnement + 4 numéros précédents (*).
Je verse la somme de .....
NOM .....
ADRESSE (écrire en capitale) .....
.....
CODE POSTAL .....
VILLE .....
(*) Rayer la mention inutile

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Page réalisée par Yves Lepic

BAYONNE

Flambée de luttes, le pouvoir envoie les flics

DEPUIS plusieurs semaines, les ouvriers du garage Renault à Bayonne luttent contre les licenciements abusifs de leurs délégués. A Dassault-Bréguet, depuis le 7 novembre, les travailleurs ont déclenché la lutte pour l'emploi et pour les 35 heures.

Mercredi matin, les flics sont intervenus et ont fait évacuer les grévistes de Dassault puis de Renault. Dans les heures qui ont suivi, ce sont près de mille manifestants qui ont défilé sous une pluie battante. Les ouvriers de la MAB (Manufacture d'armes bayonnaise) se sont mis spontanément en grève à l'annonce de l'intervention policière et se sont joints à la manifestation de protestation. Aujourd'hui, dans la région, l'heure est à la lutte. En effet, jeudi, c'est le secteur santé qui entrait dans la lutte.

Correspondant Bayonne.

Communiqué de presse du Comité de Parti de Lyon et de la cellule Jules Valès de Miribel

SAMEDI 10 novembre, à la suite d'une intervention sur Bugey, un agent EDF, Serge Arnaud, a trouvé la mort, son camarade de travail Yvon Esposito est dans un état très grave à l'Hôtel-Dieu à Lyon. La cellule Jules Vallès de Miribel et le comité de Parti de Lyon du PCML (Parti communiste marxiste-léniniste) s'associent à la douleur de la famille et des camarades de Serge Arnaud et espèrent que Yvon Esposito sortira en bonne santé de l'hôpital. Nous soutenons toute action du perseonnel et des organisations syndicales afin que toute lumière soit faite sur cet accident : la cause n'en est pas la fatalité mais bien la politique énergétique de Giscard-Barre qu'ils appliquent au mépris de la sécurité des travailleurs.

FOYER DU 216 BIS, RUE St DENIS (PARIS 2e)

Première victoire

Correspondant Paris

LES résidents du foyer de la rue Saint-Denis, qui mènent une dure bataille contre la société Soundiata pour un relogement correct et contre les menaces d'expulsion, ont déjà remporté une victoire : la Soundiata a changé de ton et ne parle plus pour le moment de procédure d'expulsion.

A la suite de négociations le comité de résidents a obtenu que tous les immigrés sans restriction soient relogés et que les loyers du nouveau foyer soient diminués (ainsi le loyer le plus bas sera de 210 F au lieu de 315 F).

Mais les discussions butent sur certains points importants : la Soundiata n'a pas encore accordé d'ateliers pour les immigrés qui exercent le métier de tailleurs (comme dans le foyer actuel) et il n'y a pas de salles de réunions... alors que des parkings ont été construits, ce qui semble superflu pour des gens qui n'ont même pas d'autos !

Chacun reste vigilant, tant que les négociations n'ont pas abouti complètement. D'autre part, on doit constater que la diminution des loyers n'est garantie que pendant six mois.

ECHOS SUR L'AGRICULTURE

● ENCORE une hausse sur les engrais. Le 1er novembre, la potasse avait augmenté de 5 %. Bientôt ce sera le tour des engrais azotés et il est à craindre une hausse de 8 à 10 % sur les engrais complexes. Encore une atteinte au niveau de vie des payans.

● CONCENTRATION dans l'élevage de bovins. DE 1970 à 1975, le nombre de têtes de bétail a augmenté de 10 %. Par contre, le nombre d'élevages a diminué de 20 %. 360 000 élevages ont vu leur troupeau augmenter, 315 000 ont vu le leur stagner, 150 000 ont vu le leur diminer.

● REPRESSION antisyndicale. En février, des paysans avaient bloqué les frontières pour protester contre les montants compensatoires monétaires. Le président et la vice-présidente de la FDSEA des Côtes-du-Nord ont été jugés à Lille pour ce fait, mais ont été relaxés.

● MANIFESTATION le 7 novembre à Périgueux (Dordogne) contre la dégradation des revenus des paysans. Le revenu a encore baissé de 1,5 % en 1978. IL y avait 5 000 manifestants. Des délégations étaient venues de la Charente, de la Creuse, de la Haute-Vienne. La préfecture était gardée par 700 à 800 CRS et gendarmes mobiles.

● REUNIONS dans les Pyrénées-Atlantiques d'éleveurs de brebis laitières. Les industriels de Roquefort ont décidé de payer le litre de lait de brebis 3,47 F aux éleveurs des Pyrénées-Atlantiques alors qu'ils le payent 3,70 F en Aveyron. Les industriels prétendent que c'est à cause des frais de transport. Et ils les font payer aux paysans, un moyen comme un autre de se remplir les poches.

● UN MINI LARZAC dans les Dombes. L'armée a été expulsée du terrain militaire de Sathonay près de Lyon et depuis elle cherche à se réimplanter dans la région. En 1972, elle avait porté son regard sur Thrigneux mais la SAFER avait racheté le terrain convoité.

Depuis, 120 hectares sont visés par l'armée dans les communes de St-André-de-Corcy, Monthieux et Civrieux (Ain). Tous les gens des communes concernées ont refusé cette implantation.

80 hectares sont à vendre dans le Rhône. Ils appartenaient à un colonel. L'armée s'en contentera-t-elle ou persévèrera-t-elle à vouloir spolier les paysans ?

● LES COURS du vin sont en baisse. Il semble que la baisse persiste sur les cours du vin. Cette baisse qui existe depuis plusieurs semaines ne s'est pas arrêtée la semaine dernière. La récolte a été abondante ainsi que les ramassages dans les régions méridionales de notre pays et en Espagne et en Italie. Et évidemment ce sont les viticulteurs qui subissent les conséquences de cette baisse.

A Nimes, le cours est passé de 12,60 F à 12,47 F (pour un degré moyen pondéré de 11 degrés). Certaines offres sont de 11,50 F. Or, la garantie de bonne fin assure aux viticulteurs un prix de 13,16 F. Il s'agit d'une véritable spoliation.

● LES PAYSANNES à la télévision. Gérard Guérin, un réalisateur de télévision, a tourné pendant un an une série sur la vie des paysannes dans le Sud-Aveyron (Larzac). On y verra la vie de trois générations de femmes paysannes. Cette série comportera cinq émissions de 55 minutes chacune et chaque émission sera projeté chaque lundi à 16 heures sur *Antenne 2*. La première émission a eu lieu le lundi 19 novembre. Elle s'intitulait : *« Le dehors et le dedans »*. Le 26 novembre, ce sera : *« Le choix de la peine »*, le 3 décembre : *« Parents et enfants »*, le 10 décembre : *« Epouses et fermières »*, le 17 décembre : *« Si je sème du blé, je ne récolte pas de l'avoine »*.

Gérard Guérin a tiré un livre de cette série. Il avait déjà tourné une partie de son film intitulé : *« Los Païs »* dans la même région. Ce film avait été présenté au Festival de Cannes en 1973.

Lutte anti-nucléaire de Golfech

Samedi 10 novembre à Valence d'Agen, les flics en pleine action.
Depuis de nouveaux incidents se sont produit à Valence d'Agen, les flics ont utilisé pour la première fois des grenades offensives. La répression s'est abattue avec sauvagerie : chasse à l'homme et passage à tabac.

BLOC-NOTES

L'OUED EN CRUE
DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.

Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.

PRIX 22 F :
– aux *Herbes sauvages*, 70, rue de Belleville – PARIS 20e
– à *La Force du livre*, 33, rue René Leynaud – LYON 1er.

– au service de vente par correspondance *des Herbes sauvages*, livres service, 24 rue Philippe de Girard – PARIS 10e.

Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Jacques Jurquet, auteur de *La révolution nationale algérienne et le PCF*, présentera et signera son livre

A Paris; il participera à des débats à la

Libraire TIERS MYTHE
21, rue Cujas – Paris 5e

Le mercredi 21 novembre de 16 h à 18 h 30.

Et à la

FNAC - Forum des Halles (auditorium)

Le jeudi 22 novembre à 13 heures.

NOUVEAUX REGARDS SUR LA GUERRE D'ALGERIE

Avec Jacques Jurquet, auteur de La Révolution nationale algérienne et le PCF, et Jean-Pierre Durand (écrivain), Olivier Germain-Thomas (*Soleils de Cendre* chez Albin-Michel), Daniel Guérin (*Quand l'Algérie s'insurgeait 1954-1962* à la Pensée sauvage), Mohamed Harbi (*De Messali à Ben Bella, naissance d'un bureaucratie nationale* chez Jeune Afrique), Hervé Hamon et Patrick Rotman (*Les porteurs de valise*, chez Albin Michel), Jean-Pierre Vittori (*Un moment d'inattention* chez Stock)... Présentation par Antoine Spire.

A la FNAC, Forum des Halles, à l'Auditorium, 1-7 rue Pierre-Lescot, Paris 1er. Métro : Halles.

24-25 novembre 1979
Deux journées antinucléaires à Golfech.

Samedi 24 :
– 9 h. Golfech – Visite des mairies.
– 14 h. Rendez-vous à Valence-d'Agen. Hall J. Baylet.
– 21 h. Bal occitan à Valence-d'Agen.

Dimanche 25 :
– 14 h. Rassemblement à Valence-d'Agen. Grande marche sur Golfech et feux de joie avec les dossiers de l'enquête.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier · International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

TOULOUSE

Toulouse : manifestation des ouvrières de la SPIRAM en mars 1979.
Pour celles de Carcel et de Biderman, aujourd'hui en lutte contre les licenciements et sur leurs conditions de travail, ... il faut briser l'isolement et mener une lutte unie contre les patrons de l'habillement.

RESTRUCTURATION DANS L'HABILLEMENT

Pas les mêmes effets pour tout le monde

Ça restructure à tour de bras dans l'habillement à Toulouse. Cinq cents licenciements sont annoncés à l'usine Carcel, c'est-à-dire tout le personnel. Biderman, grand patron de la confection « *lutte contre l'absentéisme* » par la mise en place d'un médecin-flic. Ceci lui permet du même coup de réduire les salaires (qui plafonnent au SMIC) en ne versant pas les indemnités au personnel qui ne serait pas « en règle ».

Les « *économies* » ainsi réalisées lui permettent, sans doute, de lorgner du côté de chez Carcel pour un éventuel rachat (et aussi de s'offrir quelques spectacles croustillants pour la bagatelle de 40 000 F). Dans la lutte que mènent, aujourd'hui, les ouvrières de Biderman et de Carcel, la question de l'unité et de la popularisation se pose... rompre l'isolement et construire une riposte efficace. Face aux patrons, voilà ce qui est à l'ordre du jour pour vaincre.

Voici quelques faits qui illustrent les effets divers de la restructuration dans l'habillement suivant le côté où on se trouve :

1) Biderman et le strip-tease du siècle ! Le mois dernier, *France-Soir* révélait que « *Jennifer, la charmante épouse de D. Hechter avait gagné 5 000 F en acceptant de se déshabiller devant Biderman* ». Le lendemain, rectificatif de ce même journal, après une protestation de Jennifer : « *Ce n'est pas pour 5 000 F qu'elle l'a fait ! Ele a touché plusieurs chèques dont un de 40 000 F de M. Biderman. Cela s'est passé au château de Chambéry, devant un public de 400 personnes et en présence d'un membre du gouvernement* » (dont le nom est resté secret). Tout cela pourrait faire sourire, mais ça a été l'indignation dans les usines Biderman où les sections syndicales ont placardé et commenté cette « rubrique mondaine ». Les voilà les restrictions indispensables pour la bonne marche des entreprises ! La voilà la chasse au gaspi ! Cela nous montre encore une fois à quel point patrons et gouvernement veulent nous berner avec leurs discours sur la nécessaire austérité face à la crise. Austérité pour les travailleurs oui, mais pour eux, la débauche et le grand luxe !

2) Les ouvrières de Mas-Biderman face au médecin-flic : « *Doat, homme dangereux, à éviter* », « *Doat, médecin-bidon qui touche 90 F pour renvoyer une ouvrière malade au travail* ». Voilà qui est rarement affiché sur la plaque dorée d'un docteur ! C'est pourtant ces « titres » qui ornaient celle du docteur Doat la semaine dernière à Toulouse. Il faut savoir que ce triste sire est le seul docteur sur la ville et tout le département à accepter de faire ce sale boulot : faire, à la demande des employeurs (qui luttent contre l'absentéisme !), des contre-visites médicales dont le seul but est de renvoyer illico l'ouvrier à l'usine ; si celui-ci refuse ou ne se rend pas à la visite, il ne touche pas les indemnités journalières versées par le patron. Voilà comment lutter contre l'absentéisme, voilà comment réduire nos salaires qui plafonnent ... au SMIC et voilà comment régler efficacement le problème de la santé physique et nerveuse des travailleuses de l'habillement !

La direction de l'usine Mas-Biderman commençait à utiliser ce système régulièrement. Ça ne pouvait plus durer. En assemblée générale, après un débrayage massif, les ouvrières de Mas, avec leurs sections CGT et CFDT, ont décidé d'envoyer une délégation faire une « contre-visite » à Doat. A soixante-dix (ce qui fait beaucoup dans son petit cabinet), elles ont envahi son bureau et lui ont dit, deux heures durant, ce qu'elles pensaient de lui et de ses méthodes, tout en parsemant ses murs, sa plaque, etc. des slogans cités plus haut.

En partant, elles ont tenu à préciser : la prochaine fois, on revient, mais cette fois-ci pas les mains vides ! Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'était pas à son aise. Mais les ouvrières sont bien conscientes qu'il faudra passer à un autre stade pour gagner. Le lendemain, c'est ce qui se disait dans l'usine : « *La prochaine fois, il faudra y aller avec les autres usines concernées (Bréguet, Motorola, Spiram, le Bâtiment) et aussi avec des médecins. Déjà l'an dernier, des sections de ces diverses usines et des médecins avaient organisé une conférence de presse pour informer l'opinion sur ce sujet. Mais aucune action concrète et commune n'avait suivi cette initiative. Chez Mas, plusieurs débrayages avaient répondu aux contre-visites. Mais il est largement temps que toutes les forces soient jetées dans cette bataille contre l'atteinte à notre santé, notre droit à nous reposer, nous soigner, nous et nos enfants, et pour stopper cette nouvelle atteinte à nos salaires* ».

3) Carcel-Toulouse : 500 licenciements. 200 licenciements annoncés au départ puis depuis le 9 novembre l'annonce du licenciement de tout le personnel. Ce sont 500 ouvrières de l'habillement qui se voient ainsi privées d'emploi. Car qui rachetera ? Avec combien d'ouvriers ? Et dans quelles conditions ? L'ombre du rapace Biderman se profile mais rien de précis ni de sûr actuellement. Les ouvrières avec une section CGT forte de 200 syndiqués occupent. Mais est-ce suffisant pour stopper les licenciements ?

Nous ne voulons pas être des donneurs de leçons mais il est clair aux yeux de beaucoup de syndicalistes (y compris de l'habillement CGT) que le conflit tel qu'il s'engage ne met pas tous les atouts du côtés des ouvrières. La direction de l'habillement CGT et de la section Carcel veulent absolument que le conflit reste fermé sur lui-même : « *On se débrouille. Ça va bien* ». Voilà ce qu'elles disent aux autres sections CGT de l'habillement. Quand une section CFDT vient apporter son soutien, on lui refuse l'accès à l'usine. Deux camarades de la cellule Rosa Luxembourg de Mas venues apporter un message de soutien (ci-joint) et demander des informations se sont vu opposer le même refus. Il en est d'ailleurs de même de tous les partis, sauf le PCF. Ce sectarisme, poussé à des limites rarement vues à Toulouse, nuit profondément aux intérêts des ouvrières de Carcel. Elles sont dans un isolement total : leurs manifestations et meetings ne sont jamais annoncés à l'avance dans la presse locale. Des fois que des gens viendraient ! Aucun tract d'explication, de popularisation aux autres usines... A l'heure actuelle, se battre seul face aux conséquences de la restructuration n'est sûrement pas très efficace. Plus que jamais, les ouvrières de Carcel ont besoin de soutien et de la mobilisation de tous, en premier des ouvrières de l'habillement.

MESSAGE DE LA CELLULE ROSA LUXEMBOURG DU PCML

La cellule Rosa Luxembourg du PCML de l'usine Mas apporte son plein soutien aux ouvrières de Carcel en lutte contre les licenciements.

On ne peut accepter sans réagir que la restructuration de l'habillement se fasse pour les plus grands profits de quelques gros requins comme Biderman ou Willot qui accroissent sans cesse leurs profits, tandis que pour les ouvrières, c'est les plus bas salaires de toutes les professions, les cadences toujours plus élevées, et finalement la mise à la porte quand il s'agit de revendre l'entreprise.

Non, on ne peut accepter d'être toujours pressurées puis jetées comme des vieux citrons ; et vous avez raison de vous battre pour conserver toutes votre emploi. Mais face aux patrons de l'habillement qui se tiennent les coudes, il faut que toutes les ouvrières de l'habillement soient, elles aussi, solidaires.

Car nous avons toutes des raisons de lutter, des revendications à défendre: Pour les unes, comme vous à Carcel, c'est les licenciements, la liquidation de l'usine, c'est 500 licenciements dans une ville où le chômage est déjà très étendu ; pour les autres, comme les ouvrières du groupe Bidermann, c'est sur les conditions de travail et les salaires qu'il faut nous battre.

Mais toutes, nous sommes victimes de la même politique, celle de la restructuration faite par les patrons du textile et de l'habillement pour être plus compétitifs sur le marché international. Nous avons la même lutte à mener pour ne pas en faire les frais !

Aujourd'hui, il vous faut le soutien de toutes les travailleuses de l'habillement pour gagner. Et c'est à vous en premier lieu qu'il revient de l'organiser, de le susciter auprès de toutes les usines, auprès de tous les syndicats, auprès de tous les travailleurs.

La cellule Rosa Luxembourg de l'usine Mas du Parti communiste marxiste léniniste s'engage quant à elle à soutenir toutes nos initiatives et à faire le maximum pour une mobilisation et un soutien les plus larges autour de votre lutte.

Soutien total aux ouvrières de Carcel !

Vive la solidarité de toutes les ouvrières de l'habillement !

Toulouse
le 9 novembre 1979.